



Mouvement Freedom Togo

Argutie d'infiltration visant à camoufler les dissensions internes

Habitée à colporter des affabulations sur le gouvernement togolais, l'opposition ne veut véritablement pas changer sa posture. En quittant le mouvement Freedom Togo, son vice-président François Boko a justifié son départ par l'infiltration du mouvement par des services de renseignements togolais. Mais il a été ...



PAGE 4

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Badago Akossiwa : Une revendeuse de produits de beauté qui réalise son rêve grâce au FNFI

Badago Akossiwa, une femme mariée et mère de quatre enfants, exerce son activité de revendeuse de produits de beauté sur le marché de Kara. Son parcours entrepreneurial a été ...

PAGE 2

POLITIQUE



Du rifici au mouvement Freedom Togo

Quid de la crédibilité de l'opposition togolaise ?

Le mouvement Freedom Togo formé par trois hommes de la diaspora togolaise n'aura pas fait long feu. Moins d'un an après sa création, ce mouvement qui prônait la déstabilisation du gouvernement togolais est confronté à une crise interne qui enlève toute crédibilité à ses fondateurs ...

PAGE 4



"Père de la nation"

Le débat stérile que Faure doit arrêter rapidement

À la faveur de la célébration du 20ème anniversaire de la disparition du général Eyadema Gnassingbé, le débat sur la paternité de celui que l'on doit appeler "père de la nation", a refait surface. Pour la cohésion sociale et une paix durable, conformément à la vision de feu Eyadema, il est crucial d'agir pour mettre fin à ce débat ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Prolongation du recensement biométrique dans les Savanes

L'Agence nationale d'identification (Anid) a prolongé de 6 jours l'inscription au programme e-ID Togo dans la région des Savanes, repoussant la date limite au 13 février 2025. Cette décision vise à garantir une couverture optimale et permettre à un maximum d'habitants de s'enregistrer.

Lancée en novembre 2024, cette opération marque une étape clé pour l'identification numérique au Togo. Le projet e-ID Togo vise à attribuer à chaque citoyen une identité numérique sécurisée, facilitant les démarches administratives, renforçant l'inclusion financière et luttant contre la fraude documentaire.

Après une phase pilote dans les Savanes, le recensement s'étendra progressivement aux autres régions du pays.

REPORTAGE

Afrique

L'Institut Louis Even pour un nouvel élan économique

La démocratie économique de l'Afrique fait partie des priorités de l'Institut Louis Even. La structure a officiellement lancé ses activités sur le continent, à travers une conférence de presse ...

PAGE 11

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ATTRACTIVITE
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

FRENCH CERT
ISO CERTIFIED

www.pia-togo.com



SOMMAIRE

Togo
L'aéroport de Lomé s'impose comme un hub régional



P 5

Atelier zone UFOA-B
Le Togo enrichit sa communication sportive



P 10

Afrique
L'Institut Louis Even pour un nouvel élan économique



P 11

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Badago Akossiwa : Une Revendeuse de Produits de Beauté qui Réalise son Rêve grâce au FNFI

Badago Akossiwa, une femme mariée et mère de quatre enfants, exerce son activité de revendeuse de produits de beauté sur le marché de Kara. Son parcours entrepreneurial a été marqué par des débuts difficiles, où elle a dû jongler avec plusieurs activités, dont la vente de riz, de fromage, et autres, avant de se lancer dans le domaine des produits de beauté. Cependant, grâce au soutien du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), elle a pu transformer ses difficultés en réussites.

Badago a dû faire face à des défis financiers et logistiques au début de son parcours entrepreneurial. Elle a commencé par diversifier ses activités pour tenter de trouver celle qui lui conviendrait le mieux. Après avoir exploré plusieurs domaines, elle a finalement opté pour la vente de produits de beauté. Cette décision s'est avérée être la bonne pour elle, mais elle avait besoin d'un coup de pouce financier pour développer pleinement son entreprise.

C'est là qu'intervient le FNFI. Grâce aux produits financiers proposés par le FNFI, Badago a pu obtenir les fonds nécessaires pour investir dans son activité de revendeuse de produits de beauté. Avec cet appui financier, elle a pu acheter un stock varié de produits de qualité, élargir sa clientèle et améliorer ses services. Aujourd'hui,

Badago est fière du chemin parcouru et des résultats obtenus grâce au FNFI.

"Le FNFI a été un véritable catalyseur pour mon entreprise", déclare Badago. "Sans leur soutien financier, je n'aurais pas pu développer mon activité aussi rapidement et efficacement. Ils m'ont permis de concrétiser mon rêve et de réaliser mon plein potentiel en tant qu'entrepreneure."

Grâce à son dévouement, sa détermination et l'appui du FNFI, Badago Akossiwa a pu transformer sa vie et celle de sa famille. Son histoire est un exemple inspirant de ce que l'inclusion financière peut accomplir pour autonomiser les femmes entrepreneures et stimuler le développement économique local. Elle encourage vivement les autres femmes de sa

communauté à saisir les opportunités offertes par le FNFI pour réaliser leurs rêves d'entrepreneuriat. Badago est désormais

en tant que source d'inspiration pour les jeunes femmes aspirant à suivre ses traces. Elle organise régulièrement

Son engagement envers le développement économique local et l'autonomisation des femmes fait d'elle un



Badago Akossiwa

une figure respectée dans sa communauté, non seulement en tant qu'entrepreneure prospère, mais aussi

des séances d'information pour partager son expérience et encourager d'autres femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat.

véritable pilier de sa communauté, et son succès continue d'inspirer des générations entières.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodlakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web :
Carlos Amevor

Comité de rédaction :
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Sénatoriales

L'opposition veut mesurer le degré d'ouverture du futur Sénat

Les élections sénatoriales auront lieu samedi prochain. La campagne électorale est toujours en cours pour convaincre les grands électeurs. Les partis d'opposition qui ont décidé de prendre part au scrutin continuent d'expliquer le bien-fondé de leur choix. Et il faut dire qu'ils ne manquent pas d'arguments.

certaines de leurs membres parce que ces derniers participent au processus électoral en cours.

« Nous regrettons beaucoup cela. Nous pensons que l'absentéisme n'est pas une bonne chose pour l'avancée de la démocratie », déclare

défendre les intérêts du peuple. Au Comité d'action pour le renouveau (Car), l'on veut participer à la vie des institutions afin d'encourager un débat politique constructif au sein de la future chambre haute. Selon Yao Daté, le président national de ce parti politique, cette participation s'appuie sur la promesse du chef de l'État de faire du Sénat un véritable espace d'échanges démocratiques.

Awokou Nador, ancien membre influent du Car, proche collaborateur de feu maître Yawovi Agboyibor, dirigeant de la transition au Car, à la suite de la disparition de ce dernier, et qui a cherché à prendre la tête du parti avec d'autres membres comme Jean Kissi, est candidat indépendant aux Sénatoriales. Ce dernier, dans un message diffusé à la Télévision togolaise (TVT), demande au chef de l'État de respecter sa parole de faire du Sénat une institution inclusive.

Les opposants participationnistes comptent sur l'esprit d'inclusion du parti

au pouvoir, notamment de son chef Faure Gnassingbé; surtout que ce dernier nommera une partie des membres du Sénat. Au Car, l'on pense que la nouvelle institution ne doit pas être une simple Chambre d'enregistrement, mais elle doit refléter les différentes sensibilités politiques.

Le parti considère sa participation aux Sénatoriales comme un test pour mesurer le degré d'ouverture du futur Sénat au débat démocratique. L'enjeu est de savoir si cette Chambre jouera un véritable rôle de contre-pouvoir ou si elle restera un organe dominé par la majorité présidentielle. De son côté, Jonas Siliadin, le président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement (MPDD), défend une vision proactive pour un Togo plus juste, inclusif et représentatif.

Pour le MPDD, ces élections ne sont pas une simple formalité, mais une étape essentielle dans le renforcement des institutions. « Ces élections représentent un

moment crucial pour l'avenir démocratique du Togo », affirme Jonas Siliadin. Selon lui, le Sénat, loin d'être un fardeau, est une institution clé pour garantir une gouvernance équilibrée et permettre à toutes les régions du pays d'être entendues.

Le MPDD s'engage à apporter une valeur ajoutée concrète au Sénat, à travers certains fondamentaux : donner plus d'autonomie et de moyens aux collectivités locales pour répondre efficacement aux besoins des populations, garantir que chaque région a une voix forte dans le processus législatif national, en reliant les réalités locales aux décisions politiques.

Le parti entend promouvoir une répartition juste et équitable des richesses, tout en réduisant les inégalités interrégionales. Enfin, il veut instaurer des mécanismes rigoureux pour lutter contre la corruption et responsabiliser les institutions publiques.

Edem Dadzie



Dans le cadre de ces élections, l'opposition togolaise est divisée. Certains y participent pendant que d'autres boycottent. Récemment, des partis politiques dont l'Alliance nationale pour le changement (ANC) et les Forces démocratique pour la République (FDR), ont exclu

le professeur Aimé Gogué, président de l'Alliance des démocrates pour un développement intégral (Addi), député à l'Assemblée nationale et chef de file de l'opposition. Il est essentiel, selon lui, d'utiliser toutes les plateformes existantes pour faire entendre la voix de l'opposition et

"Père de la nation"

Le débat stérile que Faure Gnassingbé doit arrêter rapidement

À la faveur de la célébration du 20ème anniversaire de la disparition du général Eyadema Gnassingbé, le débat sur la paternité de celui que l'on doit appeler "père de la nation", a refait surface. Pour la cohésion sociale et une paix durable, conformément à la vision de feu Eyadema, il est crucial d'agir pour mettre fin à ce débat dans l'histoire du pays.

Officiellement, l'on désigne feu le général Eyadema Gnassingbé par le titre "père de la nation". Mais, des Togolais, notamment, ceux qui étaient opposés à son régime, et ceux qui le sont au régime de Faure Gnassingbé, son fils ; ne l'acceptent pas. Pour ces derniers, c'est le premier président du Togo, feu Sylvanus Olympio, père de l'indépendance, qui est le père de la nation togolaise. Aujourd'hui, nul ne peut nier à Sylvanus Olympio la paternité de la lutte ayant conduit à la libération nationale, à l'indépendance. Mais, peut-on lui attribuer la paternité de la fondation de la nation togolaise ? Il est vrai que sur le monument de l'indépendance il est écrit : « Peuple togolais, par ta foi, ton courage et tes sacrifices, la nation togolaise est née ». Cela suffit-il à dire que

Sylvanus Olympio qui a inauguré le monument de l'indépendance, et qui a proclamé l'indépendance du Togo, est le père de la nation ? Il faut rappeler que le premier dirigeant du pays n'a pas vraiment eu le temps de poser les bases d'une nation. D'ailleurs, Sylvanus Olympio ne trouvait pas nécessaire pour le jeune Togo d'alors de disposer d'une armée. Or, une nation peut-elle exister et se maintenir dans le temps sans une armée capable de préserver ses frontières ? Non !

Et il faut avoir le courage de reconnaître que le général Eyadema est la personne qui a bâti une vraie armée au Togo. Le pays continue à profiter des fruits de son labeur sur ce plan. Il a aussi construit des infrastructures et mené des projets qui sont encore visibles aujourd'hui. Eyadema a engagé le pays sur des chantiers, même à l'extérieur, notamment la création et l'adhésion à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), aujourd'hui Union africaine (UA).

38 ans dans la vie d'une nation, c'est grand, et forcément, le président Eyadema a eu plus d'incidences sur la fondation de la nation togolaise que Sylvanus Olympio. Il est vrai que l'on va laisser aux historiens le soin de faire un travail scientifique pour situer l'opinion publique nationale et internationale. Ce travail mérite d'être fait. Parallèlement, il est possible de parvenir à un consensus politique pour honorer tous ces grands hommes qui ont fait le Togo, chacun comme il pouvait.

Le président de la République Faure Gnassingbé est interpellé. Il ne peut pas laisser ce débat continuer à pourrir l'existence des Togolais. Il faut régler cela dès maintenant, sinon un jour cela risque de créer de gros problèmes dans le pays. La Commission Vérité Justice et Réconciliation (CVJR) a recommandé de faire des réparations mémorielles. Il faut saisir cette opportunité et le faire vite.

Le Haut commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) a

promis qu'en 2024, des hommages seront rendus à feu le colonel Kleber Dadjo. Où en est-on avec ce programme ? Une année compte 12 mois, mais cela passe aussi souvent très vite. Il ne faut pas traîner sur ces aspects du processus de réconciliation nationale. Il y a quelques années, le chef de l'État avait annoncé le rapatriement des restes de feu Sylvanus Olympio

célébration du 13 janvier, mais il doit aller plus loin. Quoi qu'il en soit, il faut rendre des hommages mérités à toutes les personnalités qui ont marqué l'histoire du Togo.

Feu Sylvanus Olympio peut bien rester le père de l'indépendance, pendant que feu général Eyadema Gnassingbé est le père de la nation. Cela n'enlève



Feu Sylvanus Olympio et feu général Eyadema Gnassingbé

afin de lui rendre des hommages dignes de lui. Où en est-on ? Sans doute que la famille doit donner son accord. Mais, est-ce que le pouvoir de Lomé travaille vraiment de façon à amener la famille à coopérer ? Il fait des efforts en supprimant la

rien à personne, mais, il faut y travailler de façon à apaiser et à associer tous les Togolais. Cela n'en a pas l'air, mais c'est une urgence pour le pays. Continuer à tourner en rond sur ces questions serait dommage pour la nation.

TM

Mouvement Freedom Togo

Argutie d'infiltration visant à camoufler les dissensions internes

Habitée à colporter des affabulations sur le gouvernement togolais, l'opposition ne veut véritablement pas changer sa posture. En quittant le mouvement Freedom Togo, son vice-président François Boko a justifié son départ par l'infiltration du mouvement par des services de renseignements togolais. Mais il a été vite rattrapé par la vérité.

« Freedom Togo MLN, Mouvement de libération nationale créé le 20 juillet 2024, a été infiltré par les services togolais. Cette infiltration en profondeur leur a permis de prendre le contrôle de certains organes de gouvernance du mouvement et d'en dicter l'agenda. Des divisions et tensions insurmontables sur les orientations stratégiques du mouvement en sont ainsi apparues (...) Dans l'impossibilité de préserver

l'indépendance et l'intégrité des objectifs de Freedom Togo MLN, le vice-président et son courant politique ont le regret de vous annoncer leur retrait de toutes les instances de Freedom Togo



François Boko, homme politique togolais, ancien ministre de l'Intérieur

MLN à compter de la date de signature du présent communiqué. » C'est en ces termes qu'est

libellé le communiqué du 28 janvier 2025, signé du vice-président du MNL, François Boko, un des membres du trio fondateur du mouvement. En claquant la porte du MNL, François

Boko renseigne que le mouvement est infesté par des agents du régime de Lomé II au point de

compromettre les objectifs initialement prévus. Cette défection spectaculaire d'un mouvement lancé à grands renforts médiatiques depuis Paris, il y a six mois, ne manque pas d'interrogations sur le vrai motif de cette décision. Et pour cause.

Qui veut noyer son chien, l'accuse de la rage. Cet adage colle parfaitement à ce qui se passe au sein du Mouvement qui semble être plus qu'un regroupement de vendeurs d'illusions, qu'autre chose. En effet, le communiqué, pour le moins laconique, ne donne aucune preuve des allégations y figurant. D'ailleurs, certains membres du Mouvement ont demandé à monsieur Boko d'apporter les preuves de son allégation, ce qu'il n'a pu faire jusqu'à

présent. Au Togo, il est très courant que l'opposition fasse porter le chapeau de ses incohérences et divisions au gouvernement. Ce dernier par contre, concentré sur les grands projets de développement du pays.

Fidèle à sa politique d'inclusion, le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, avait appelé en décembre dernier à l'union pour consolider les acquis du pays. « Malgré ces différentes crises, je veux vous dire, ce soir, ma conviction que notre pays avance et que nous pouvons ensemble, si nous en avons l'ambition, tracer un chemin plus optimiste pour l'avenir », avait déclaré le président togolais lors de son discours à la nation en décembre 2024.

TM

Du rifici au mouvement Freedom Togo

Quid de la crédibilité de l'opposition togolaise ?

Le mouvement Freedom Togo formé par trois hommes de la diaspora togolaise n'aura pas fait long feu. Moins d'un an après sa création, ce mouvement qui prônait la déstabilisation du gouvernement togolais est confronté à une crise interne qui enlève toute crédibilité à ses fondateurs. Son vice-président, l'avocat et ancien ministre François Boko vient de claquer la porte.

L'opposition togolaise montre encore une fois son incapacité à proposer un projet sérieux aux populations. Des leaders politiques devenus des vendeurs d'illusion dont les agissements et les gesticulations ne disent plus rien aux populations rangées majoritairement au côté du président togolais, Faure Gnassingbé.

Le MNL-Freedom Togo porté sur les fonts baptismaux en juillet 2024 à Paris en France par Kofi Yamgnane, François Boko et Jean Sylvanus Olympio est au bord de l'implosion.

Quelques mois seulement après sa création, le mouvement se retrouve en zone de turbulence. En effet, le vice-président du mouvement, l'ancien ministre de l'Intérieur et de la sécurité du Togo, Me François Akila-Esso Boko, est parti en évoquant une « infiltration en profondeur » du Mouvement

par les services togolais. Mais en réalité, les raisons de ce départ sont ailleurs.

Le tout nouveau mouvement national de « libération » porté par nos compatriotes de la diaspora émet déjà des signes de désagrégations. Les responsables ne s'entendent plus sur les orientations du mouvement. Dans une réaction parvenue, François Boko soutient que dans les statuts du MLN, les orientations stratégiques se prennent au niveau de l'organe stratégique et non au niveau de l'organe opérationnel. Il estime qu'en bâtissant une stratégie de lutte autour de la mémoire de Sylvanus Olympio et de la surenchère mémorielle et émotionnelle, est une démarche contre-productive. « On ne peut bâtir une stratégie efficace sur des envolées tribales et la haine primaire et nostalgique du Kabye », a-t-il dit.

Les débats plus ou moins houleux que cristallise l'événement qui pose, et ceci, dans toutes ses dimensions, la problématique de la division permanente qui gangrène la classe de l'opposition, se poursuivent. Depuis de longues années,

l'opposition togolaise fait face à une incohérence stratégique. Cela s'est encore vu avec l'adoption de la nouvelle Constitution qui ouvre une nouvelle page démocratique pour le pays.

« Face à la nouvelle Constitution adoptée

antidémocratique et destiné à consolider un pouvoir qu'elle combat, elle revendique son rejet du système. Pourtant, sa participation aux élections législatives qu'impose cette Constitution brouille son message. L'image qui se dégage est celle de

Il n'est donc pas étonnant de voir que ce mouvement connaît le même sort que tous les autres regroupements de l'opposition togolaise. Et pour cause. Les leaders sont plus préoccupés par leur intérêt et agenda personnel qu'une quelconque volonté



Des opposants togolais

au Togo, l'opposition semble s'engluer dans une contradiction difficile à ignorer. En dénonçant un texte qu'elle juge

quelqu'un qui crache dans une soupe qu'il continue néanmoins de consommer », explique un analyste avisé.

de faire des propositions concrètes pour la poursuite du développement du pays.

TM

Microfinance au Togo

Une croissance remarquable des crédits entre juillet-septembre 2024

Le secteur de la microfinance au Togo poursuit son essor. Selon un récent rapport de la Bceao, l'encours des crédits octroyés par les institutions de microfinance a connu une hausse significative au 3ème trimestre 2024. Avec une progression de 35,8 milliards FCFA (+9,9%), le total des crédits accordés au Togo atteint 395,6 milliards FCFA.

Cette croissance place le Togo en tête des progressions trimestrielles en Afrique de l'Ouest, devançant le Sénégal (+4,4%), la Côte d'Ivoire (+4,8%) et le Bénin (+2,5%). La dynamique observée illustre l'importance croissante



Des clients au sein d'une micro-finance

de la microfinance dans le financement de l'économie locale. Les crédits à court

terme restent dominants, représentant 50,4% de l'encours total, tandis que les

prêts à moyen et long terme se situent respectivement à 30,9% et 18,7%.

Une évolution plus modérée des dépôts

Si la croissance des crédits est impressionnante, celle des dépôts est plus modérée. L'encours des dépôts a progressé de 8,5 milliards FCFA (+2,1%), atteignant 415,3 milliards FCFA. Cette évolution reste inférieure à celle du Sénégal (+5,9%) et de la Côte d'Ivoire (+2,6%), mais dépasse celle du Burkina Faso (+1,1%). À l'échelle de l'Uemoa, les

institutions de microfinance ont collecté 66,8 milliards FCFA supplémentaires (+2,8%), portant l'encours total des dépôts à 2 459,6 milliards FCFA.

Ces chiffres traduisent un secteur en plein développement, soutenant l'accès au crédit pour les entrepreneurs et les ménages. Toutefois, le défi reste de consolider cette dynamique en renforçant la confiance des épargnants pour garantir un équilibre entre dépôts et crédits.

E. A.

Togo

L'aéroport de Lomé s'impose comme un hub régional

L'Aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé charme par son ambition. Après une réhabilitation en 2016, la plateforme connaîtra bientôt une extension d'envergure. Ce projet, débattu fin décembre 2024 à l'Assemblée nationale lors de l'étude de la loi de finances 2025, vise à renforcer la place du Togo sur la carte aérienne ouest-africaine.

Avec une ambition claire d'accroître son attractivité, l'aéroport de Lomé va s'agrandir. L'initiative prévoit l'agrandissement des salles d'attente, avec une capacité additionnelle de cinq cents places, afin de fluidifier le trafic des passagers au départ, en correspondance et à l'arrivée. L'objectif est de passer de 1,4 million à

2 millions de voyageurs par an. En dehors de cette ambition, l'aérogare s'étendra vers le sud pour améliorer la sécurité et la sûreté, conformément aux normes internationales. Une modernisation essentielle alors que la capitale togolaise se positionne comme un carrefour stratégique du transport aérien dans la Région.

Un aéroport plus attractif pour les compagnies aériennes

Outre l'extension des infrastructures, un hôtel destiné aux passagers en transit sortira de la terre. Une avancée qui pourrait séduire davantage de compagnies

aériennes. La mise en route de ce chantier [...] devrait renforcer l'attractivité de la capitale togolaise auprès des compagnies aériennes internationales, précise les autorités. Aujourd'hui, une dizaine de transporteurs desservent déjà Lomé. Mais avec des infrastructures modernisées et un confort amélioré, l'aéroport espère attirer de nouveaux opérateurs et diversifier son offre.

Derrière cette expansion se cache un enjeu stratégique : faire de Lomé un hub logistique majeur. En misant sur des équipements modernes et une offre de services enrichie, le Togo consolide sa place dans

l'espace aérien ouest-africain. L'extension de la plateforme pourrait inciter de nouveaux transporteurs à intégrer Lomé dans leur réseau, renforçant ainsi le

Lomé ne se contente pas d'accueillir plus de voyageurs. La ville se positionne comme un acteur clé du transport aérien en Afrique de l'Ouest, prête à



Aéroport international Gnassingbé Eyadema

rôle de l'aéroport dans le commerce et la mobilité régionale.

Avec cette transformation,

rivaliser avec les grands hubs de la région.

E. Alley

Chine

Une mission économique togolaise à la conquête de nouvelles opportunités

En vue de renforcer les liens commerciaux entre les secteurs privés togolais et chinois, une délégation d'hommes d'affaires togolais, comprenant des représentants de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) va explorer de nouveaux horizons économiques. Elle se rendra donc en Chine dans la province de Hebei, un géant industriel au nord-est du pays, du 13 au 24 mars.

À première vue, Hebei n'est pas une figure parmi les destinations économiques les plus connues en Afrique. Pourtant, cette province, qui encercle Pékin et Tianjin, joue un rôle clé dans l'économie chinoise. Avec plus de 74 millions d'habitants, elle se distingue par une industrie sidérurgique de premier plan. Elle figure ainsi parmi les plus importantes au niveau mondial dans la production d'acier, un atout majeur pour des pays en quête d'infrastructures modernes comme le Togo. Mais Hebei ne se limite pas

à la sidérurgie. C'est aussi un fleuron du génie civil et de la construction, avec des innovations constantes dans les matériaux et les techniques de bâtiment. L'industrie mécanique et automobile y est également florissante, grâce à la présence de grandes entreprises spécialisées dans la fabrication d'équipements et de véhicules. L'agriculture et l'élevage ne sont pas du reste. La Région est un leader dans la production de céréales, de fruits, de viande et de produits laitiers. Une opportunité précieuse pour le

Togo, qui pourrait nouer des partenariats stratégiques en matière de transformation agroalimentaire et d'exportation de produits agricoles.

Enfin, grâce à ses ports

une chance unique de tisser des liens avec des acteurs influents et d'envisager de nouvelles routes commerciales.

Un pari sur l'avenir

commerce mondial. Au-delà des accords potentiels, c'est une véritable ouverture vers de nouveaux marchés qui se joue à travers cette mission. Reste à voir quelles concrétisations en



Une industrie métallurgique dans la province de Hebei en Chine

stratégiques comme Tianjin et Qinhuangdao, Hebei est un hub logistique majeur qui dynamise le commerce international chinois. Pour les entrepreneurs togolais, cette mission représente

Cette immersion au cœur de l'un des poumons économiques chinois illustre l'ambition du Togo de diversifier ses partenariats et de s'inscrire pleinement dans les nouvelles dynamiques du

découleront. Mais une chose est certaine, le Togo entend bien faire entendre sa voix et saisir les opportunités qui façonneront son avenir économique.

Edy Alley

Togo

Les projets de développement à l'horizon 2030

Conformément à sa Feuille de route gouvernementale et le septième Objectif de développement durable (ODD), le Togo entend garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable. Les autorités mettent en marche des plans stratégiques pour accroître, d'ici à 2030, la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique national. Pour la même période, le pays est très actif dans le développement des infrastructures, la salubrité et l'amélioration de la technologie afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants, surtout dans les zones reculées.

L'environnement est doté d'une richesse naturelle profitable à tout pays. Le Togo s'attelle à capitaliser sur cette richesse dans le domaine des énergies. Pour optimiser ces acquis, la protection de l'environnement est l'une des clefs. Les centrales

climatique, favorise des modes de vie modernes, transforme les économies... La mini-centrale solaire à Assoukoko a été inaugurée en novembre 2017. C'est une réalisation rendue possible grâce au Programme régional de développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (Prodere) financé par l'Uemoa.

L'infrastructure raccorde facilement les ménages grâce à son puissant réseau. Les autorités renseignent que de 2017 à juin 2022, la centrale d'Assoukoko a raccordé plus de 500 foyers et fourni de l'éclairage public sur un réseau de près de 10 kilomètres. C'est dans la préfecture de l'Ogou, à 200 kilomètres au nord-est de Lomé.

Dotée d'une puissance de 150 KW, elle a été inaugurée le 10 novembre 2017. La mini-centrale solaire photovoltaïque de Bavou comprend un réseau de distribution basse tension de 5 kilomètres. Puis, il y a la centrale photovoltaïque baptisée Cheikh Mohammed Bin Zayed à Blitta, du nom

de 000 foyers contre les 158 333 initialement prévus avec les 50 MW. Avec 100 MW, il est certain que les

pour remplir cet objectif. Si pour le premier (électricité solaire), des initiatives se multiplient, à l'image de la

gouvernement togolais. Par ailleurs, la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 fait la part



Type d'énergies renouvelables

bénéficiaires évolueront.

Énergie propre avec l'hydroélectricité

L'objectif du Togo vis-à-vis de l'électricité est sans ambiguïté : accès universel d'ici 2030. Bien engagé dans la vision de développement

centrale solaire de Blitta (objectif de production de 100 MW) et celle de Dapaong (objectif de production de 30 MWc), l'État n'est pas moins enthousiaste face à l'hydroélectricité.

Le pays veut se doter d'un barrage polyvalent pour la production d'électricité au nord du pays. D'un coût prévisionnel d'un peu plus de 78 milliards de francs, la centrale produira 24 MW de courant ; de quoi alimenter 400 000 personnes dans la région de la Kara. Le barrage donnera lieu à la fourniture d'eau potable aux populations locales et favorisera l'irrigation de terres agricoles. L'initiative s'inscrit dans le cadre plus large du Green Power Togo. D'autres projets prévus dans le cadre du Green Power Togo comprennent des centrales hydroélectriques dans les localités de Titira et de Tététou qui fourniront respectivement 24 MW et 64 MW de courant électrique.

Le développement de l'hydroélectricité, c'est aussi la réhabilitation du barrage de Nangbéto (région des Plateaux) pour un coût global de 13 milliards de francs CFA. L'ouvrage qui fournit au moins 65 MW aux pays voisins du Togo et du Bénin, est appelé à contribuer à cette quête de la production d'énergie propre par le

belle à l'énergie. En vue de moderniser le pays et renforcer ses structures, elle a prévu l'augmentation de la capacité de production, de transport et de distribution d'électricité dans le pays. L'un des objectifs intermédiaires de cette ambition est de faire passer le taux d'accès à l'électricité à 75 % en 2025, un défi qui est en passe d'être relevé, avec un taux d'électrification évalué à près de 60 % en 2021.

Gedec Togo : révolutionner la salubrité urbaine

Lancé en juin 2023, le projet Gestion des déchets et décentralisation (Gedec Togo) s'inscrit dans une vision audacieuse de transformation urbaine. Il est financé par l'Union européenne à environ 3 milliards de francs CFA sur une durée de 36 mois. Son objectif principal est de renforcer les capacités des collectivités territoriales en matière de gestion des déchets, avec un impact direct sur la salubrité urbaine. Le projet Gedec est dans la continuité des initiatives de l'Union européenne (UE) entamées en 2015, notamment à travers le Projet eau et assainissement au Togo (Peat 1 et 2). Avec ce financement de 4,2 millions



Énergie verte

solaires photovoltaïques aident le Togo à faire des pas vers l'émergence.

Énergie verte : centrales et mini centrales

Une centrale solaire photovoltaïque est une installation qui utilise des panneaux solaires photovoltaïques pour convertir l'énergie du soleil en électricité. Elle lutte contre le changement

du prince héritier d'Abu Dhabi. Grâce à un nouvel accord signé le 2 décembre avec Amea Power, sa capacité va être portée à 100 MW contre 50 MW au départ. Elle est considérée comme la plus grande centrale de la sous-région ouest-africaine. Entre-temps, lorsque sa capacité a été montée à 70 MW, on estimait que la centrale de Blitta devrait couvrir 222

durables, c'est vers les sources dites propres (sources durables) que se tourne l'exécutif pour matérialiser cette ambition. L'une des ambitions clés à cet effet est de faire passer la part du renouvelable dans le mix énergétique du pays de 30 % en 2022 à 50 % en 2025. L'énergie solaire et l'hydroélectricité sont les deux principaux leviers du gouvernement

d'euros, ce nouveau projet qui s'étend sur 3 ans vise à mettre en œuvre une filière de gestion durable des déchets dans 5 communes bénéficiaires des chefs-lieux de régions.

Les cibles sont les

une réunion du Comité technique a eu lieu à Lomé, marquant une étape clé dans la mise en œuvre du projet. Les membres dudit Comité ont été réunis pour la première fois, avec un double objectif. D'une part, organiser leur contribution

De grandes manœuvres sont faites au Togo pour avoir un environnement sain. Un mouvement national appelé « opération de salubrité » permet au pays d'être actif dans la lutte pour la salubrité. Des campagnes de

suspendue avec l'apparition de la maladie à coronavirus qui a engendré une rupture des contacts humains et le rassemblement de personnes. Avant la Covid-19, plusieurs milliers de Togolais participaient à l'action. À l'échelle

Depuis le lancement de Samedi propre jusqu'à 2021, il y a eu 82 opérations. Le nombre de dépotoirs enlevés est de 2 268 dont 162 dépotoirs en 2021 uniquement.



Opération de salubrité

communes concernées par le Gedec Togo : Zio 1 (Tsévié), Ogou 1 (Atakpamé), Tchaoudjo 1 (Sokodé), Kozah 1 (Kara) et Tône 1 (Dapaong). L'accent est mis sur l'amélioration de la salubrité urbaine, un élément essentiel pour la santé, le bien-être et la qualité de vie des citoyens.

En collaborant étroitement avec les autorités locales, le projet s'engage à mettre en place des mesures concrètes pour améliorer la propreté et l'hygiène.

En décembre 2023,

globale aux travaux du projet Gedec, et d'autre part, présenter une synthèse des avancées du projet pour recueillir les orientations du Comité. Le projet, avec son ambition de gestion durable des déchets, va être un pilier essentiel pour le futur urbain du Togo. La collaboration entre les parties prenantes, les orientations claires du Comité technique et les objectifs concrets du projet façonnent un avenir où la salubrité urbaine et la gestion des déchets seront au cœur du développement durable.

Opération salubrité PAPV

sensibilisation, des actions collectives de nettoyage, tout le monde se mobilise pour un cadre de vie propre et durable. L'opération de salubrité est financée par le Programme d'appui aux populations vulnérables (PAPV) dans le but de rendre les villes du Togo propres. En octobre 2020, les autorités indiquaient que dans le Grand Lomé, l'initiative touche chaque troisième samedi du mois, plus de 9 000 personnes dans 256 quartiers des 13 communes des préfectures d'Agoè Nyivé et Golfe. L'opération de salubrité a été

nationale, depuis la reprise de l'opération après la crise sanitaire, plus de 22 000 personnes y prennent part.

Seulement en 2019, 747 quartiers ont été assainis dans 39 villes du Togo avec plus de 21 500 personnes mobilisées à chaque opération. L'opération de salubrité, encore appelée Samedi propre, relève du Programme de développement communautaire en zones urbaines (PDC-Zu) qui est piloté par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb).

La distance de rues entretenues est de 2 735 km et le nombre de places publiques entretenues est de 2 315. L'Anadeb indique que 2 086 km de distance de caniveaux ont été curés.

Aussi, 2 654 sensibilisations sur les bonnes pratiques ont été faites. Le nombre de berges de rivières aménagées sur la durée est de 249. En réalité, 21 669 personnes ont été mobilisées autour des activités en 2021, dont 13 590 femmes.

Luc Biova

Développement numérique

Edem Adjamagbo, le Togolais qui veut digitaliser le cash en Afrique

Entrepreneur, consultant et spécialiste des paiements digitaux à l'aide des téléphones portables, Edem Adjamagbo est le président directeur général de la société Semoa Group. Cet entrepreneur togolais qui s'est lancé en 2016, le pari de digitaliser le cash en Afrique, gagne peu à peu du terrain sur un marché longtemps considéré comme la chasse gardée des entreprises occidentales.

Développer le numérique en Afrique

Ingénieur en informatique décisionnelle, Edem Adjamagbo est diplômé de l'école Polytech de Nantes en France. Le parcours entrepreneurial d'Edem Adjamagbo a commencé en 2012 alors qu'il était encore étudiant. Il fonde cette année-là AEConsult, une société de conseil qui

accompagne les entreprises dans les choix stratégiques numériques.

Deux ans plus tard, quand il achève ses études et crée Semoa Group, il décide toutefois d'enrichir son expérience professionnelle. Pour cela, il a travaillé en tant que consultant en business intelligence pour Sopra Steria, une entreprise qui aide ses clients à mener leur transformation digitale. Son retour en Afrique en 2016 s'est fait par le Congo où il a occupé le poste de chef de projet de la Grande école du numérique du Congo (GENC).

Depuis 2018, il est formateur vacataire à l'Université de Lomé parallèlement à ses activités entrepreneuriales. Il

a été récompensé à plusieurs occasions, notamment en 2018 quand il a reçu le prix de l'entrepreneur de la diaspora et le prix Fintech Africa of



the Year.

Semoa Group

Semoa Group, l'entreprise dont Edem Adjamagbo est le promoteur, conçoit et développe des systèmes

de paiement qui, selon son promoteur, sont adaptés au contexte socioéconomique africain.

« Chez Semoa, notre

mission va au-delà de la simple fourniture de services financiers. Nous sommes animés par la vision d'apporter un plus au quotidien des gens à travers l'Afrique. Notre engagement

est de transformer l'expérience de paiement, la rendant non seulement plus accessible, mais aussi plus enrichissante pour chacun de nos clients et utilisateurs », explique le PDG de l'entreprise.

Semoa Group qui est actuellement la plus grande réussite de l'entrepreneur togolais, est basé au Togo et dans plus de 14 pays africains, incluant des marchés clés tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin, la Guinée, et même le Maroc. Plusieurs spécialistes du numérique considèrent Semoa Group comme une initiative qui favorise l'inclusion financière en Afrique.

Affo-Djèlè Alarba

Niger/Diplomatie

La Croix rouge expulsée par le Niger

Le régime militaire nigérien a ordonné, mardi 4 février, la fermeture des bureaux du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le départ immédiat du personnel expatrié, a rapporté le média local Air Info. Aucune explication officielle n'a été fournie pour cette décision.

2023, affiche une volonté ferme de défendre la "souveraineté nationale". Le gouvernement de transition a déjà expulsé des forces militaires françaises et américaines, ainsi que les ambassadeurs français et

fait suite à l'interdiction, en novembre dernier, de l'ONG française Acted et de l'association locale Action pour le Bien-être.

Malgré ces mesures radicales, le Niger continue de recevoir une assistance internationale sur le plan financier. En novembre dernier, le Fonds monétaire international avait approuvé un accord permettant le décaissement de 43 millions de dollars pour soutenir l'économie du pays.

Parallèlement, la situation sécuritaire reste critique. Lundi dernier, dix soldats ont été tués dans une embuscade à Tillabéri, une région où l'armée mène deux opérations d'envergure pour contrer les violences djihadistes. Cette zone est également un axe stratégique pour le transport de marchandises entre le Niger et le Port de Lomé, au Togo.

Face à cette montée des tensions sécuritaires, le Niger, avec ses voisins le Burkina Faso et le Mali, a annoncé la formation d'une force commune de 5 000 hommes pour lutter contre l'insécurité dans la Région. Ces trois pays, désormais unis sous l'Alliance des États du Sahel (AES), ont quitté la Cedeao en janvier dernier.

T.M.



Abdourahamane Tiani, président de transition du Niger

Présente au Niger depuis 1990, l'organisation humanitaire venait en aide aux populations touchées par les violences djihadistes, notamment dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad. Son départ forcé risque d'accentuer la précarité des habitants de ces zones en proie aux attaques de groupes affiliés à l'État islamique et à Al-Qaïda.

Cette expulsion intervient dans un contexte où la junte, arrivée au pouvoir par un coup d'État en juillet

de l'Union européenne, tout en renforçant ses liens avec de nouveaux partenaires comme la Russie et la Turquie.

Le ministre de l'Intérieur, le général Mohamed Toumba, avait annoncé fin janvier des mesures strictes visant à contrôler les activités des organisations humanitaires et de développement. Il avait accusé certaines d'entre elles d'être liées à des « missions de subversion » ou de « soutenir indirectement des groupes terroristes ». Cette expulsion du CICR

Tchad/ Gouvernement

Allamaye Halina reconduit au poste de Premier ministre

Le président tchadien Mahamat Idriss Déby Itno a reconduit Allamaye Halina au poste de Premier ministre, chef de gouvernement, quelques heures après la démission formelle de ce dernier. L'annonce a été faite par décret présidentiel diffusé le mardi 4 février sur la télévision d'État.

Dans une lettre adressée au chef de l'État, Allamaye Halina avait notifié sa démission et celle de son gouvernement, conformément à la tradition républicaine après l'installation de la nouvelle législature issue des élections de décembre 2024. « Cette décision s'inscrit dans la tradition républicaine suite à la mise en place officielle de la nouvelle législature », avait-il écrit.

Allamaye Halina, âgé de 58 ans, reste une figure clé du paysage politique tchadien. Ancien chef de protocole sous Idriss Déby Itno, puis sous son fils Mahamat Idriss Déby Itno, il a également servi comme ambassadeur du Tchad en Chine. Originaire de Gounou Gaya, au sud du pays, et diplômé en diplomatie au Cameroun, Halina est un proche des Déby, dont il partage la vision politique.

Nommé Premier ministre en mai 2024 après la victoire présidentielle de Mahamat Idriss Déby Itno, il avait succédé à Succès Masra, qui avait démissionné peu après sa défaite

à la présidentielle. Sa reconduction s'inscrit dans une volonté de continuité au sein du gouvernement, en dépit de l'arrivée des nouveaux députés à l'Assemblée nationale. Avec cette majorité écrasante à l'Assemblée nationale, le gouvernement reconduit d'Allamaye Halina disposera des leviers nécessaires pour mener à bien les réformes promises par Mahamat Idriss Déby Itno. Les défis à relever demeurent nombreux, notamment en matière de sécurité, de développement économique et de réconciliation nationale.

La reconduction d'Allamaye Halina à la primature, couplée à l'installation des nouveaux députés, envoie un message de stabilité et de continuité dans un Tchad marqué par des transitions politiques délicates ces dernières années. Fidèle parmi les fidèles, Allamaye Halina devra maintenant composer avec une Assemblée renouvelée et répondre aux attentes d'un pays en quête de progrès et d'apaisement.

T.M.

Côte d'Ivoire/Opposition

20 ans de prison requis contre Damana Pickass, membre du PPA-CI de Laurent Gbagbo

En Côte d'Ivoire, le procureur a requis 20 ans de prison à l'encontre de Damana Pickass, deuxième vice-président du Conseil stratégique et politique du parti PPA-CI, et 4 autres co-accusés, notamment pour « atteinte à la défense nationale », « complot contre l'autorité de l'État » et « association de malfaiteurs ». Cette affaire concerne l'attaque d'un camp militaire à Abobo, survenu dans la nuit du 20 au 21 avril 2021, au nord d'Abidjan.



Laurent Gbagbo, président du PPA-CI

D'après le procureur de la République ivoirien, cette attaque contre le deuxième bataillon projetable, à Abobo en avril 2021, a été préparée par des personnes « qui n'ont jamais accepté la défaite électorale de 2010 ». Suite à l'échec de la

désobéissance civile en 2020, les cinq accusés, poursuit Braman Koné, ont « formé une entente en vue de renverser le régime ». L'idée étant, selon lui, de mener plusieurs attaques simultanées contre des postes de police

et de gendarmerie, pour notamment récupérer des armes. Leur méthode : infiltrer le camp et s'appuyer sur d'anciens militaires. Parmi les complices de ce plan, poursuit le procureur, figure une prophétesse libérienne, qui a recruté

trois mercenaires libériens et s'est chargée de leur préparation mystique. Lors de l'attaque du camp militaire en 2021, quatre assaillants - dont trois Libériens - avaient d'ailleurs été abattus.

En exil au Ghana, Damana Pickass aurait donné son accord à l'un des co-accusés, Jean-Claude Eigny, pour exécuter ce plan, ajoute le procureur. Bien qu'il nie les faits, « Pickass est cité comme étant le financier » de cette opération, insiste Braman Koné.

Le procureur demande la peine maximale, à savoir vingt ans de prison et 10 millions de FCFA d'amende.

« Il faut qu'un message soit lancé à ceux qui ont décidé de mener ces actions », conclut-il.

La défense rejette ces accusations. Elle dénonce un procès politique et pointe le manque de preuves dans le dossier. « Le procureur s'est contenté de relater et de fonder toute son accusation sur des allégations dépourvues de tout fondement sérieux et non soutenues par des preuves qui allaient peut-être nous confondre », déclare Me Roselyne Aka-Serikpa.

L'affaire a été mise en délibéré pour le 12 février.

Rfi.fr



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

N° 001/2025/OTR/CG/CDDI/DEL

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 16 de la loi N° 2024-007 du 30 décembre 2024 portant loi de finances, exercice 2025 qui institue un régime douanier dérogatoire pour le gasoil destiné exclusivement au fonctionnement des machines et engins mobiles non routiers des industries extractives et manufacturières, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des opérateurs économiques que le bénéfice dudit régime est soumis aux conditions suivantes :

- être une industrie extractive ou manufacturière régulièrement installée sur le territoire national ;
- justifier de l'utilisation de machines et d'engins mobiles non routiers ;
- disposer d'un réservoir exclusivement dédié au stockage du gasoil destiné aux machines et engins mobiles non routiers ;
- soumettre au Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes, une demande précisant les quantités prévisionnelles de consommation annuelle du gasoil non routier ;
- produire une attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Les demandes dûment accompagnées des documents requis, doivent être déposées au secrétariat du Commissaire Général de l'OTR au plus tard le 25 février 2025. Passé ce délai, les entreprises défaillantes ne pourront plus prétendre au bénéfice des modalités provisoires actuellement en vigueur pour la livraison du gasoil destiné au fonctionnement des machines et engins non routiers.

Le Commissaire Général compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux des dispositions du présent avis.

Fait à Lomé le 27 janvier 2025

Philippe Kokou B. TCHODJE

Le Commissaire Général p.i

Atelier zone UFOA-B**Le Togo enrichit sa communication sportive**

La Côte d'Ivoire a abrité, du mardi 4 au jeudi 6 février 2025, l'atelier de formation des responsables de la communication des fédérations de la zone UFOA-B. Cette session inédite, organisée au siège de l'UFOA-B, a permis aux participants venus des sept pays de la zone, dont le Togo, de renforcer leurs compétences en communication sportive, digitale et en gestion de crise.

Plusieurs formateurs expérimentés ont conduit les travaux à travers des modules spécialisés : Joël Nianzou, président du réseau des médias numériques de Côte d'Ivoire, a abordé les enjeux de la communication digitale, en mettant l'accent sur la visibilité des fédérations sur les réseaux sociaux et la gestion des interactions avec le public. M'ima Camara, chef du bureau local de France 24 et présidente de l'Association de la Presse étrangère en Côte d'Ivoire (APECI), intervient sur la communication sportive. Elle a mis l'accent sur la production de contenus audiovisuels et les stratégies de médiatisation des événements des différentes fédérations. Julien Adayé, journaliste et correspondant de la Deutsche Welle en Côte d'Ivoire, a dispensé le module sur la gestion de crise et le sponsoring, visant à doter les fédérations d'outils efficaces pour gérer leur image en période sensible et optimiser leurs partenariats financiers

grâce aux médias. La troisième et dernière journée de formation a été marquée par une session enrichissante animée par M'ima Camara, coordinatrice régionale de France 24. Ce module était consacré à la communication sportive et aux techniques de captation vidéo, offrant aux participants des outils concrets pour améliorer la couverture médiatique des événements.

M'ima Camara a également abordé plusieurs aspects



Aristide Kuevidjin (au milieu)

essentiels : les styles de narration et l'importance de l'angle journalistique dans le traitement des contenus sportifs; la communication en période sensible, en expliquant comment structurer les messages pour éviter toute polémique inutile; les techniques de storytelling, essentielles pour valoriser les actions des fédérations et engager les supporters. Elle a également abordé

l'accompagnement des dirigeants face aux médias, afin de mieux préparer les présidents, les sélectionneurs et autres responsables des fédérations aux interviews, y compris en période de crise.

En plus de ces modules techniques, les participants ont insisté sur la nécessité de structurer davantage leur travail au sein des fédérations, à travers des stratégies de communication bien

définies, un plan de communication clair et opérationnel, un calendrier éditorial pour optimiser la diffusion des contenus, l'implémentation d'un storytelling pour préparer les captations vidéo, des pitches soignés pour les visuels et supports de communication.

Participation régionale réussie

C'est la première fois que

l'UFOA-B organise un tel programme de formation à l'attention des responsables de la communication des fédérations. Selon Philippe Tchere, directeur exécutif de l'UFOA B, cette initiative marque un tournant et ouvre la voie à une communication plus moderne et efficace dans la gestion du football ouest-africain.

Les sept fédérations de l'UFOA-B ont été représentées à cette formation, dont la Fédération togolaise de football (FTF), avec la participation de Aristide Kuevidjin, chef du département communication de la FTF. « Cette formation nous a permis d'acquérir des outils concrets pour améliorer la gestion de la communication de nos fédérations. Nous devons désormais travailler à structurer nos stratégies pour mieux promouvoir l'image du football dans nos pays », s'est réjoui Aristide Kuevidjin.

« Je félicite donc l'UFOA-B pour cette initiative et encourage vivement la tenue régulière de ce type de formations académiques, en complément des compétitions sportives féminines et masculines. La gestion de l'information est un paramètre crucial. Nous savons tous que la maîtrise des médias et

la bonne circulation des informations peuvent jouer un rôle déterminant, y compris dans des domaines aussi stratégiques. Le football étant un sport qui suscite énormément de passion, il est fondamental que les responsables de nos fédérations soient bien formés et équipés pour faire face aux enjeux de la communication et des médias », a dit en ouverture des travaux, Idriss Yacine Diallo, président de la Fédération ivoirienne de football (FIF).

L'atelier s'est clôturé en grande pompe avec la présence de l'ambassadeur d'Allemagne en Côte d'Ivoire, Matthias Veltin, qui a salué l'initiative et encouragé les participants à appliquer les enseignements acquis. « La communication est un pilier essentiel pour le développement du football en Afrique. Elle ne se limite plus à la diffusion d'informations. Elle doit être stratégique et proactive pour valoriser nos compétitions, nos talents et renforcer l'image de notre fédération. Cette formation contribue à professionnaliser davantage les fédérations et à renforcer leur interaction avec le public et les médias », a déclaré le diplomate.

Luc Biova

Source : FTF Togo

Formation des entraîneurs**Le football féminin selon Hervé Agbodan**

La Fédération togolaise de football (FTF) a tenu, du 27 janvier au 2 février 2025, la deuxième session de formation des entraîneurs de football féminin. Cette session a rassemblé 40 éducateurs, répartis à parts égales entre hommes et femmes. Le secrétaire général de la FTF, Hervé Agbodan, s'est prononcé sur l'émancipation des femmes à travers le sport.

Cette formation, organisée grâce au soutien de partenaires comme la Fifa et la GIZ, s'inscrit dans une dynamique visant à promouvoir l'égalité des genres et à transformer le football féminin en un véritable levier de changement social. Dans son allocution, Hervé Tété Agbodan a tenu à remercier les partenaires et les formateurs mobilisés pour ce projet. « Ce programme vise à renforcer les capacités des entraîneurs

locaux en leur fournissant des outils modernes et en les sensibilisant aux enjeux d'inclusion et de leadership dans le sport », a-t-il déclaré.

Le football féminin, a-t-il poursuivi, dépasse sa simple vocation sportive pour devenir un outil de transformation sociale. « Le sport n'est pas seulement un moyen de se divertir ou de se maintenir en forme, c'est aussi un puissant levier de changement de mentalités », a-t-il souligné. Dans une société où les inégalités de genre restent prégnantes, le football féminin s'impose comme une plateforme où les femmes peuvent s'affirmer et exprimer pleinement leur potentiel. « En tant qu'entraîneurs, vous êtes non seulement

des formateurs techniques, mais aussi des modèles de leadership et de confiance pour vos athlètes », a affirmé le patron de l'administration de la FTF.

Cette formation permet aux participants de briser les barrières de genre et de gagner en confiance, non seulement sur le terrain, mais aussi dans leur vie quotidienne. Pour Hervé Tété Agbodan, chaque interaction avec les joueuses est une opportunité de leur montrer qu'elles sont « autonomes et capables de tout accomplir ». Toutefois, le développement du football féminin au Togo n'est pas exempt de défis. L'accès limité aux infrastructures, les préjugés culturels et le manque de financements figurent parmi les principaux obstacles. Face à ces défis, le renforcement des capacités des entraîneurs constitue une étape

importante pour bâtir un écosystème plus inclusif et équitable.

« À travers le football, nous donnons aux femmes une plateforme pour exprimer leur potentiel et se sentir égales, non seulement sur le terrain, mais aussi dans la société », a insisté Hervé

à des actions pratiques pour maximiser l'impact du football féminin sur l'émancipation des femmes et le développement social. Hervé Tété Agbodan a enfin exhorté les entraîneurs et les formateurs à partager leurs expériences et leurs idées. « C'est en



Hervé Agbodan

Tété Agbodan. Au cours de cet atelier, les participants explorent des stratégies concrètes pour promouvoir l'égalité des genres et l'inclusion dans le sport. Ils réfléchissent également

travaillant ensemble que nous pourrions construire un sport plus inclusif et plus égalitaire, où chaque femme, quelle que soit son origine, pourra s'épanouir ».

Luc Biova

Afrique

L'Institut Louis Even pour un nouvel élan économique

La démocratie économique de l'Afrique fait partie des priorités de l'Institut Louis Even. La structure a officiellement lancé ses activités sur le continent, à travers une conférence de presse en ligne, ce vendredi 6 février.

Restaurer la souveraineté économique du continent africain en le rendant maître de son destin, c'est la nouvelle donne de l'Institut Louis Even. Les responsables ont réaffirmé leur engagement en faveur d'un modèle économique plus juste et équitable.

« Aujourd'hui, l'Afrique se trouve à un tournant décisif de son histoire. Entre défi économique, crise sociale et quête de solutions durables, une chose est claire : nos ressources humaines et naturelles sont immenses, mais leur plein potentiel reste encore inexploité », ont déclaré les représentants de l'Institut. Leur ambition est d'offrir une alternative au système économique

actuel, où la monnaie est essentiellement créée par des banques privées et où la répartition des richesses reste profondément inégale.

S'inspirant des travaux de Douglas, l'Institut Louis Even milite pour un changement fondamental. « L'État, au nom de la société, doit reprendre son droit de créer la monnaie pour la nation. Aujourd'hui, c'est créé par les banques privées », a rappelé Gilberte Côté-Mercier, soulignant ainsi l'injustice inhérente au système monétaire actuel. Loin d'être une simple réflexion théorique, l'Institut Louis Even entend agir concrètement. Ses missions en Afrique s'articulent autour de trois axes principaux : la sensibilisation, l'éducation et l'action. À travers des conférences, des formations et des interventions sur les réseaux sociaux, l'Institut veut « permettre aux Africains de comprendre

et de reprendre en main leur propre développement ». Cette approche passe également par des partenariats stratégiques avec des universités africaines, qui intègrent désormais des cours sur la démocratie économique



Des responsables de l'Institut Louis Even, ce 06 février lors de la conférence de presse dans leurs programmes.

L'Institut ne s'arrête pas à la transmission du savoir. Il engage aussi un plaidoyer pour de nouveaux modèles économiques, adaptés aux réalités du continent. Cette démarche vise à pousser les décideurs à repenser les politiques économiques pour garantir une répartition plus

équitable des richesses. En ce qui concerne la souveraineté économique, l'enjeu est de taille. Dans un monde où l'argent est « un simple chiffre qui permet d'utiliser la capacité de production du pays », il devient impératif

résumer bien leur combat : celui d'une Afrique économiquement libre, souveraine et prospère. Avec son implantation sur le continent, l'Institut Louis Even ouvre la voie à une réflexion nouvelle et à des solutions concrètes. Reste à voir si cette vision trouvera un écho auprès des dirigeants et des citoyens africains.

L'Institut Louis Even est une organisation à but non lucratif dont le siège social est au Canada, avec l'objectif de faire connaître le message de "Vers Demain". Animé par des Pèlerins de saint Michel, "Vers Demain" est un magazine fondé au Canada en 1939 par Louis Even et Gilberte Côté-Mercier, pour faire connaître la réforme économique de l'ingénieur écossais Clifford Hugh Douglas, connue sous le nom de crédit social ou démocratie économique.

Luc Biova

Entrepreneuriat

Les jeunes togolais invités à postuler au Programme TEF

Véritable opération de mobilisation, la Fondation Tony Elumelu (TEF) veut accompagner les jeunes entrepreneurs togolais dans la concrétisation de leurs projets. Ce vendredi 07 février à Lomé, elle a partagé de nouvelles opportunités, porteuses d'espoir pour la jeunesse. Avec un programme structuré alliant formation, mentorat et financement, la fondation offre une opportunité inédite à ceux qui rêvent de bâtir des entreprises solides et durables.



Lors d'une rencontre rassemblant des centaines de jeunes, le directeur des Opérations de la TEF, Dr Hakim Onasanya, a rappelé la mission de cette fondation qui a déjà formé plus de 200000 entrepreneurs à travers l'Afrique. « Nous sommes au Togo pour nous assurer que beaucoup d'entrepreneurs togolais bénéficient de ces opportunités », a-t-il affirmé. Le programme cible

les jeunes de 18 ans et plus, à la tête d'une entreprise de moins de 5 ans ou porteurs d'un projet à fort potentiel.

Un programme inclusif et stratégique

L'ambition de la fondation repose sur une vision claire; celle de stimuler

soumises.

L'appel à candidatures, ouvert jusqu'au 1er mars, met un accent particulier sur des secteurs stratégiques tels que l'économie verte et l'intelligence artificielle. Ces domaines, considérés comme moteurs de croissance, pourraient propulser le Togo vers un développement économique plus durable et inclusif.

Un soutien concret pour les entrepreneurs

Loin d'être un simple accompagnement théorique, le programme de la TEF repose sur un modèle pragmatique. Les jeunes sélectionnés bénéficieront d'une formation intensive, d'un suivi personnalisé, ainsi que d'un capital d'amorçage de 5000 dollars US. Cette approche, déjà éprouvée dans plusieurs pays africains, vise à donner aux entrepreneurs les outils nécessaires pour transformer leurs idées en entreprises viables et prospères.

Lors de cette rencontre, d'anciens bénéficiaires ont partagé leurs expériences, illustrant l'impact réel

du programme sur leur parcours. Avec un tel engagement, l'avenir de l'entrepreneuriat au Togo

la Jeunesse et de l'Emploi des jeunes, témoignent des perspectives économiques positives. La jeunesse



s'annonce prometteur. Ces échanges qui se sont tenus grâce à l'engagement et à la collaboration du ministère du Développement à la base, de l'Inclusion financière, de

togolaise a désormais une opportunité unique de faire entendre sa voix et de jouer un rôle clé dans le développement du pays.

Ed. Alley

Parle plus longtemps

avec le forfait F900Voix !

75_{min}
à 900 F

G-COM

Tape *555*2*4#

12,0 F/min Validité 7j

Option 2

Un monde nouveau vous appelle.

**Moov
Africa**